

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 novembre 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session**Troisième Commission**

Point 100 de l'ordre du jour

**Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,
aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires****Lettres identiques datées du 17 novembre 2004, adressées
au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée générale
par le Représentant permanent de l'Arménie auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par les réfugiés des provinces de Martakert et de Martuni situées respectivement au nord et à l'est de l'ancienne région autonome du Haut-Karabakh, ainsi que des territoires limitrophes du Chahoumian et du Getashen, qui sont peuplés d'Arméniens (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale, au titre du point 100 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Armen Martirosyan



**Annexe aux lettres identiques datées du 17 novembre 2004,
adressées au Secrétaire général et au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous croyons comprendre que l'Azerbaïdjan s'apprête à engager un débat sur « la situation dans les territoires azerbaïdjanais occupés » devant l'Assemblée générale.

Nous sommes des Arméniens qui ont été expulsés de leurs foyers dans les provinces septentrionales et orientales de Martakert et de Martuni, respectivement, de l'ancienne région autonome du Haut-Karabakh, ainsi que dans des territoires limitrophes, tels que ceux du Chahoumian et du Getashen. Nous comptons plus de 50 000 personnes dans nos rangs (venant s'ajouter aux centaines de milliers d'autres qui ont été expulsées des grandes villes azerbaïdjanaises situées loin de la zone du conflit). Nous étions au cœur de la zone du conflit. En fait, nos maisons, nos biens et nos terres ont été confisqués par l'Azerbaïdjan à la suite du conflit et sont restés sous sa mainmise. Nous vivons comme des réfugiés depuis plus de 12 ans et continuons d'espérer que nous pourrions un jour retourner dans nos foyers et sur nos terres.

Nous estimons que, si la situation dans la zone de conflit du Haut-Karabakh fait effectivement l'objet d'un débat à l'Assemblée générale, il est indispensable de prendre en considération la situation et les besoins de tous les réfugiés qui se trouvent dans l'ensemble de la zone du conflit à cette occasion. La guerre est déjà suffisamment traumatique et douloureuse pour tous ceux qui sont touchés, mais il est moralement barbare et politiquement peu perspicace de choisir de façon sélective les réfugiés qui doivent retenir l'attention et faire l'objet d'une sollicitude.

(*Signé*) Edik **Balayan**
Shahumyan-Getashen Patriotic
Benevolent Association

(*Signé*) Petros **Meghryan**
Shahen Meghryan Foundation